



Trump va annoncer un redoublement de la guerre économique contre l'Iran

À l'assemblée générale de l'ONU

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 26 septembre 2018

[wsws.org](#) 25 septembre 2018

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Le président américain Donald Trump, le secrétaire d'État Mike Pompeo, le conseiller à la sécurité nationale John Bolton et les autres faucons à la tête de l'Administration Trump qui veulent renverser le régime iranien ont l'intention de profiter de l'ouverture de l'Assemblée générale de L'Organisation des Nations unies de cette semaine pour intensifier la guerre économique de Washington et de son offensive militaire stratégique contre l'Iran.

L'objectif déclaré de Washington est de faire tomber l'économie iranienne. À compter du 4 novembre, les États-Unis vont considérablement élargir les sanctions imposées à l'Iran début août. Il s'engage à imposer un embargo total sur les exportations de pétrole iranien et à exclure totalement l'Iran du système bancaire mondial dominé par les États-Unis, paralysant ainsi son commerce de toutes les autres marchandises.

Les actions américaines, qui vont au-delà des sanctions brutales imposées par les États-Unis et l'Union européenne à l'Iran entre 2011 et 2015, sont à la fois manifestement illégales et imprudentes. En droit international, elles équivalent à un acte de guerre.

C'est Washington qui a renié ses engagements dans le cadre de l'accord nucléaire avec l'Iran de 2015, qui était soutenu par l'ONU. Toutes les autres grandes puissances signataires de l'Accord et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui joue le rôle principal dans la surveillance du respect de l'Iran, sont catégoriques : Téhéran a rempli toutes ses obligations y compris la fermeture de son infrastructure nucléaire civile.

Et ce sont Trump, Pompeo, Bolton et leurs sbires qui, comme des mafieux, menacent les pays du monde entier de mesures de représailles, y compris des sanctions, amendes et exclusions des marchés américains s'ils ne se plient pas aux diktats de Washington de cesser le commerce et l'investissement en Iran.

Pourtant, Trump utilisera l'Organisation des nations unies comme toile de fond pour dénoncer l'Iran comme un « État voyou » et pour dénoncer Téhéran comme le principal « État soutenant le terrorisme ». Et ceci d'un président d'un pays qui recherche la domination sans entrave de la plus importante région exportatrice de pétrole au monde, qui a mené ou fomenté une série de guerres ruineuses depuis 1991 qui ont rasé des sociétés entières, notamment l'Irak, la Libye et la Syrie, soutenant et armant à plusieurs reprises des

terroristes islamistes.

Aujourd'hui, près d'un an jour pour jour après que Trump ait utilisé l'ONU pour menacer de « détruire totalement » la Corée du Nord, un pays de 25 millions d'habitants, le président américain se présentera à nouveau devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Selon les avant-premières de son discours que les représentants de l'Administration ont fournis aux médias, Trump combinera une diatribe sur la ligne de « l'Amérique d'abord » sur l'importance séminale de « la sécurité nationale » – dont le contenu essentiel est que l'impérialisme américain se réserve le droit de faire ce qu'il veut – avec une litanie de dénonciations de l'Iran, dont beaucoup ont été empruntées au répertoire de son proche allié, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Mercredi, Trump présidera une session du Conseil de sécurité de l'ONU, composé de 15 membres, dont les États-Unis, qui exerce ses droits en tant que président, a proposé une discussion sur la prolifération nucléaire et les armes de destruction massive. Comme à son habitude, le milliardaire fasciste a donné une description plus crue, mais plus vraie de ses intentions sur son compte « Twitter », déclarant : « Je présiderai une réunion du Conseil de sécurité des nations unies sur l'Iran. »

Trump a l'intention d'utiliser une grande partie de son temps lors de ses apparitions successives aux Nations Unies pour fulminer contre le programme de missiles balistiques de l'Iran, affirmant qu'il constitue une menace intolérable pour la région. Peu importe que Washington ait offert à ses alliés régionaux, y compris Israël, puissance nucléaire, et l'Arabie saoudite, avec des armes de pointe d'une valeur de plusieurs dizaines de milliards de dollars.

L'élimination du programme de missiles balistiques iranien figure parmi la liste de revendications que Trump et ses collaborateurs ont formulée comme la base apparente d'un accord nucléaire iranien « renégocié ». D'autres considèrent l'acceptation par l'Iran de limites permanentes à son programme nucléaire civil beaucoup plus coûteuses que celles imposées à tout autre signataire du Traité de non-prolifération nucléaire ; et la fin des « activités malveillantes » de Téhéran au Moyen-Orient, c'est-à-dire son soutien militaire et politique au Hezbollah, au Hamas et à d'autres alliés dans la région.

En somme, cela revient à demander au régime nationaliste bourgeois d'Iran de renoncer à toute opposition à la domination américaine sur le Moyen-Orient, à son désarmement effectif et à sa réduction au statut de client des américains.

L'action militaire américaine et les menaces contre l'Iran

Washington a accompagné sa guerre économique contre l'Iran d'une action militaire accrue contre l'Iran et ses alliés et des menaces de guerre de la part du Pentagone et de hauts responsables du gouvernement, dont Trump lui-même. Vendredi, Pompeo a déclaré que si les « intérêts américains » étaient attaqués par des « mandataires des iraniens », les États-Unis seront prêts à frapper l'Iran lui-même. « L'Iran sera tenu responsable de ces incidents », a déclaré le secrétaire d'État américain à CNN.

À la fin du mois de juillet, Trump a promis que si l'Iran menaçait d'agir contre les forces américaines, il « subirait des conséquences que peu de gens ont connues au cours de l'histoire. »

Les forces américaines en Syrie et les forces de défense israéliennes ont attaqué à plusieurs

reprises les gardiens de la révolution islamique iraniens qui se battent pour soutenir le régime baasiste de Bachar al-Assad. Et au début du mois, l'Administration Trump a fait savoir que l'armée américaine occuperait indéfiniment une grande partie de l'est de la Syrie, y compris les principaux champs pétrolifères du pays, pour réclamer un « règlement politique » aligné sur les intérêts américains en enlevant toutes les forces iraniennes de la Syrie.

Toutes les fractions de l'élite politique et militaire américaine partagent l'objectif de subjuguier l'Iran et d'assurer l'hégémonie américaine sur le Moyen-Orient, à la fois en raison de sa richesse pétrolière et de son importance géostratégique.

Mais le torpillage par Trump de l'accord nucléaire avec l'Iran a été sévèrement critiqué par une partie importante de l'élite dirigeante qui craint d'entraîner les États-Unis dans une guerre à l'échelle du Moyen-Orient et de miner ce qu'ils considèrent les offensives militaro-stratégiques les plus importantes de l'impérialisme américain contre ses rivaux, la Russie et la Chine.

Plus de 50 dirigeants, diplomates et généraux à la retraite, dont l'ancien directeur du renseignement national James Clapper et la secrétaire d'État, Madeleine Albright, ont publié une déclaration sous la bannière de : « la Coalition nationale pour la prévention des armes nucléaires iraniennes » pour la plupart des demandes de Trump à l'Iran, mais a exprimé son inquiétude que le gouvernement poursuive une politique de « frénésie », mettant l'accent sur « la coercition et les menaces d'action militaire » sans aucune « rampe de sortie pour éviter la collision », la semaine dernière.

Le communiqué déplore le fait que la politique iranienne de l'Administration Trump éloigne les alliés européens traditionnels de Washington et encourage ainsi « la cause commune des Européens, de la Russie et de la Chine contre les États-Unis ».

Beaucoup, sinon tous, des signataires de la déclaration ont plaidé en faveur d'une intervention militaire américaine beaucoup plus agressive en Syrie, ce qui, selon eux, était le moyen le plus efficace de « repousser » l'influence iranienne et russe au Moyen-Orient.

Une nouvelle aggravation des tensions entre les puissances impérialistes

Toutes les grandes puissances européennes, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont déploré le retrait de Trump de l'accord nucléaire iranien, qui a détruit leurs plans pour conquérir les marchés iraniens et tirer profit de l'offre lucrative de Téhéran.

Les puissances européennes se réarment frénétiquement dans le but de poursuivre leurs propres intérêts prédateurs sur la scène mondiale, dans des conditions de guerre commerciale, d'érosion de l'hégémonie mondiale des États-Unis, de l'unilatéralisme de « l'Amérique d'abord » et de la montée des nouvelles puissances.

Mais les impérialistes européens craignent les conséquences explosives du bellicisme inconsidéré de Washington. Un affrontement militaire entre l'Iran et les États-Unis mettrait le feu au Moyen-Orient, provoquant un exode de réfugiés, faisant monter en flèche les prix du pétrole et déclenchant une répartition du Moyen-Orient quand les puissances européennes maquent des moyens militaires d'imposer une influence décisive.

Hier, des diplomates allemands, français et britanniques ont rejoint le ministre des affaires étrangères iranien, Javad Zarif, et des représentants des autres signataires de l'accord avec

la Chine et la Russie pour discuter de la manière d'éviter son effondrement total.

L'UE a tenté de repousser les sanctions américaines, notamment en invoquant une loi adoptée dans les années 1990 pour rendre illégal pour les entreprises européennes le respect des sanctions extraterritoriales américaines. Elle a également commencé à mettre au point un système permettant de commercer avec l'Iran en utilisant l'euro, à la place du dollar américain, ou même par un système de troc.

Mais les grandes entreprises européennes ne sont pas convaincues que l'UE sera en mesure de les protéger contre les représailles américaines et votent avec leurs pieds. De nombreuses grandes entreprises européennes ont annoncé qu'elles se retireraient d'Iran, notamment Peugeot, Renault, Deutsche Telekom, Airbus, Volvo, et Total, le groupe énergétique français qui a reçu une part considérable du champ de gaz naturel de South Pars en Iran.

Le régime bourgeois clérical iranien, qui est arrivé au pouvoir en s'appropriant la révolution de masse de la classe ouvrière qui a renversé en 1979 le régime absolutiste du Shah soutenu par les États-Unis, espérait pouvoir renforcer sa position en négociant un rapprochement avec l'impérialisme américain afin de se renforcer contre la classe ouvrière de plus en plus rétive et gagner une reconnaissance en tant que puissance régionale.

Au lieu de cela, trois ans après avoir fait des concessions radicales pour sécuriser l'accord nucléaire, il fait face à un Washington rapace qui veut imposer une capitulation totale et un défi croissant à la classe ouvrière en colère contre les inégalités sociales et les années d'austérité.

En réponse, il a intensifié la répression contre la classe ouvrière, tout en manœuvrant sur la scène mondiale. Ce dernier comprend une combinaison de menaces, notamment des avertissements selon lesquels, si Washington empêche illégalement l'Iran d'exporter son pétrole, il empêchera l'Arabie saoudite et d'autres alliés des États-Unis d'envoyer leur pétrole par le détroit d'Hormuz, et il s'engage à travailler avec les puissances européennes et aidera à la stabilisation du Moyen-Orient.

Hier, le président iranien Hassan Rouhani, qui s'est rendu à New York pour assister à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, a insisté pour que l'Iran maintienne son accord nucléaire et signale que Téhéran serait prêt à reprendre les négociations avec l'Administration Trump si elle retournait à l'accord de 2015.

Keith Jones

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 25 septembre 2018

Image À la Une : capture d'écran (source : [The Daily Beast](#))

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Keith Jones](#), [wsws.org](#), 2018

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca